ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 15 octobre 1993, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "relative aux droits pécuniaires des militaires ", a donné le 10 novembre 1993 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 15 oktober 1993 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet betreffende de geldelijke rechten van de militairen", heeft op 10 november 1993 het volgend advies gegeven :

Chapitre premier.

Le texte néerlandais de l'intitulé serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 1er.

1. Il est préférable d'inclure les miliciens visés à l'article 13 de l'avant-projet parmi les personnes auxquelles la loi sera applicable et d'insérer dans l'article 1er, un alinéa 2 rédigé comme suit :

"Elle est également applicable aux miliciens".

2. A l'alinéa 2, devenant l'alinéa 3, du texte en projet, on écrira, dès lors :

"Pour l'application de la présente loi, ces membres du personnel militaire et les miliciens sont dénommés "les militaires"".

3. Par ailleurs, le texte néerlandais du 3° serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Chapitre II.

Le texte néerlandais de l'intitulé serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2.

Paragraphe 1er.

1. A l'alinéa 2, mieux vaut écrire comme suit la phrase introductive :

"Le Roi fixe les échelles de traitement dans les limites ci-après :".

2. En ce qui concerne l'alinéa 3, le Conseil d'Etat, dans son avis L. 12.721/2 donné le 8 décembre 1976 sur un projet de loi "relative aux droits pécuniaires des militaires" (1) a fait l'observation suivante :

> "... pour que l'article 118 de la Constitution soit respecté, il faut que le législateur, auquel la matière est réservée par ledit article, intervienne lui-même dans la fixation des règles déterminant les droits des militaires en ce qui concerne leurs traitements",

du moins en ce qui concerne les règles fondamentales,

---

(1) Doc. chambre 1977-1978, n° 180/1.

"L'on doit considérer comme règles fondamentales, à insérer dans la loi relative aux droits des militaires en matière pécuniaire, notamment : les règles qui délimitent le champ d'application de la loi; celles qui déterminent, selon la position statutaire ou la situation du militaire, s'il a droit à son traitement et, le cas échéant, dans quelle mesure; les règles générales qui fixent les éléments du traitement et celles qui déterminent les conditions d'octroi et (l'importance) des bonifications d'ancienneté; les règles qui imposent un minimum de traitement garanti, etc ...".

La disposition en projet ne répond pas à ces principes, du moins en ce qu'elle confère au Roi le pouvoir de fixer, sans limite, la rétribution garantie et les conditions de son octroi.

Sous réserve de cette remarque, le dernier membre de phrase serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 2.

1. Les programmations intersectorielles constituent des accords politiques qui demandent à être traduits dans des textes juridiques. On écrira donc à l'alinéa 1er :

"§ 2. Le Roi adapte les montants prévus au paragraphe 1er conformément aux programmations intersectorielles applicables à l'ensemble de la fonction publique".

2. L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Dans l'intervalle, le Roi peut adapter les échelles de traitement conformément aux programmations

sociales applicables aux militaires, et ce dans les limites des montants visés à l'alinéa 1er".

Article 3.

Paragraphe 1er.

1. On écrira plus simplement :

"§ 1er. Le militaire a droit à son traitement lorsqu'il est en service actif".

2. Il est proposé d'inclure dans le paragraphe 1er, la disposition du paragraphe 7 sous la forme d'un alinéa 2 rédigé comme suit :

"L'ancien militaire qui bénéficie d'une pension d'ancienneté a droit, lorsqu'il est repris en service actif, à une allocation ... (la suite comme au paragraphe 7)".

Paragraphe 2.

1. Au premier tiret, devenant le 1°, on écrira :

"1° conserve le droit à la totalité de son traitement, lorsque l'affection qui a justifié le retrait temporaire d'emploi a été contractée à l'occasion du service;".

Une rédaction semblable sera adoptée pour le deuxième tiret, devenant le 2°.

Paragaphe 3.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu de remplacer le mot "ingevolge" par les mots "als gevolg van".

Paragraphe 4.

1. Il faut supprimer les numéros 1°, 2° et 3° qui précèdent les divers alinéas de ce paragraphe.

2. A l'alinéa 1er, in fine, on écrira : "... pendant qu'il est privé de sa liberté".

En outre, il y a lieu de remplacer dans le texte néerlandais les mots "vrijheidsberovende straf" par le mot "vrijheidsstraf".

3. Le 3°, devenant l'alinéa 3, est à ce point mal rédigé qu'à beaucoup d'égards, il en devient incompréhensible.

Au surplus, le texte ne vise pas toutes les hypothèses qui peuvent se présenter en matière de détention préventive et de suspension de prononcé.

La disposition doit être entièrement réécrite.

Paragraphe 5.

1. Le texte en projet prévoit que les intéressés perçoivent "à titre conservatoire" un certain pourcentage de leur traitement dans les hypothèses envisagées. Mais, à l'alinéa 2, il est prévu que le traitement ainsi versé n'est pas "sujet à répétition".

Les termes employés créent une ambiguïté, car, si le traitement est perçu "à titre conservatoire", il est par nature susceptible à répétition.

Pour autant que l'intention de l'auteur de l'avant-projet soit ainsi correctement traduite, mieux vaut écrire :

"§ 5. Perçoit, sous réserve de liquidation ultérieure définitive de ses droits :

1° ...;

2° ...;

3° ... de l'armée".

2. On fera de la seconde phrase du 3° un alinéa distinct rédigé comme suit :

"Dans le cas visé à l'alinéa 1er, 3°, le traitement est versé au profit du conjoint non séparé de corps ou, à défaut, au profit des membres de la famille qui sont à charge du militaire".

3. A l'alinéa 2, devenant l'alinéa 3, on écrira :

"Les sommes liquidées sur la base des alinéas 1er et 2 ne sont pas sujettes à répétittion".

Paragraphe 6.

Ce paragraphe est superflu et doit être omis.

Article 4.

Paragraphe 1er.

Il est proposé d'écrire :

"Art. 4. Le traitement du militaire en formation dans une école, qui sert à la faveur d'un engagement ou d'un rengagement, est réduit à concurrence d'un montant fixé sur la base d'un coefficient arrêté par le Roi. Ce coefficient ne peut être supérieur à 0,5".

Paragraphe 2.

Le texte néerlandais de la phrase liminaire et du a), devenant 1°, devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Au b), devenant 2°, in fine, il faut écrire : "... du niveau de l'enseignement secondaire".

Article 5.

Paragraphes 1er et 2.

1. Ces paragraphes devraient être fusionnés et rédigés comme suit :

"Art. 5. § 1er. Le militaire, qui est prisonnier ou interné de guerre ou qui est prisonnier ou interné au cours d'une mission effectuée en sous-position d'"engagement opérationnel" ou d'"assistance", conserve le droit à la totalité du traitement.

Toutefois, par arrêté pris sur la proposition du Ministre de la Défense nationale, le Roi peut réduire ou supprimer le traitement, pour tout ou partie de la période de captivité ou d'internement, lorsque les faits qui sont à l'origine de la capture ou la conduite de l'intéressé pendant la captivité ou l'internement sont incompatibles avec son état militaire".

2. La disposition du paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, énonce les hypothèses dans lesquelles la sanction est applicable, sans prévoir que l'intéressé sera informé de la proposition motivée du ministre et aura la faculté de faire valoir ses moyens de défense avant que l'arrêté royal ne soit pris.

Le texte devrait être complété pour tenir compte de cette observation.

Paragraphe 3.

Ce paragraphe devenant le paragraphe 2, doit être rédigé sur le même modèle que celui proposé pour l'article 3, § 5, alinéa 1er, 3°), devenant alinéa 2.

Chapitre III.

Le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6.

La disposition en projet habilite le Roi à fixer "le régime des allocations et des indemnités applicables au militaire en service actif en période de guerre".

Le texte en projet laisse incertaine la question de savoir quand le Roi pourra user d'une telle habilitation :

1. s'Il en use en temps de guerre, période différente de la "période de guerre", la délégation paraît admissible;

2. s'Il en use en temps de paix, même en "période de guerre", elle ne l'est pas pour les motifs exposés à propos de l'article 2, § 1er, alinéa 3.

Article 7.

1. Il est proposé de rédiger la disposition comme suit :

"Art. 7. Outre le traitement, le militaire en service actif en période de paix perçoit, dans les sous-positions "service intensif", "assistance" ou "engagement opérationnel", une allocation dont le montant journalier correspond à celui du traitement.

Lorsqu'il est dans la sous-position "assistance", pour autant que ce soit hors du territoire national, ou dans la sous-position "engagement opérationnel", le militaire en service actif perçoit, en outre, une indemnité forfaitaire journalière dont le montant est fixé par le Roi. S'il est dans la sous-position "engagement opérationnel", ce montant est multiplié par un coefficient fixé par le Roi en fonction des formes d'engagement déterminées en application de l'article 3 de la loi du ... relative à la mise en oeuvre des forces armées, à la mise en condition, ainsi qu'aux périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver (1), ce coefficient ne pouvant être supérieur à 7".

---

(1) Voir l'intitulé proposé dans l'avis L. 22.854/9, donné le 8 novembre 1993.

2. Dans le texte proposé, le terme "non-imposable", utilisé par l'auteur du projet, a été omis.

En effet, l'exemption fiscale dont s'agit doit être prévue dans le Code des impôts sur les revenus et à l'initiative du Ministre des Finances.

Article 8.

En ce qu'ils confèrent au Roi une large délégation, le paragraphe 1er, alinéa 2, ainsi que les paragraphes 2 et 3, appellent la même observation que celle qui a été faite à propos de l'article 2, § 1er, alinéa 3.

Le texte néerlandais des paragraphes 1er, alinéas 1er, 2, alinéa 2, et 3, alinéa 1er, devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 9.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 10.

Il est également renvoyé à l'observation faite à propos de l'article 2, § 1er, alinéa 3.

Chapitre IV.

Le texte néerlandais de l'intitulé devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 11.

En vertu d'autres dispositions de l'avant-projet, les paiements peuvent être liquidés, dans certaines hypothèses, non pas au profit du militaire, mais au profit de son conjoint non séparé de corps ou des membres de sa famille qui sont à sa charge. Il est, dès lors, préférable d'écrire :

"Art. 11. Les paiements effectués en vertu de la présente loi ou des arrêtés pris en vue de son exécution se font par l'intermédiaire de l'Office des chèques postaux, sur un compte ouvert au nom du militaire ou des bénéficiaires.

Le Ministre de la Défense nationale peut autoriser certains paiements de la main à la main".

Chapitres VI et VII.

On intervertira les chapitres VI et VII et on adaptera la numérotation des articles en conséquence.

Article 12 (devenant l'article 15).

1. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. En ce qui concerne le paragraphe 2 devenant l'alinéa 2, il est renvoyé aux observations faites à propos de l'article 2, § 1er, alinéas 2 et 3.

Par ailleurs, le texte néerlandais de ce paragraphe devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

3. En ce qui concerne le paragraphe 4, devenant l'alinéa 4, on écrira, dans le texte français, dans un souci de conformité avec le texte néerlandais : "... des prestations volontaires. Ils bénéficient des ...".

Article 13.

Il est renvoyé aux observations faites à propos de l'article 1er.

Si ces observations sont suivies, l'article 13 sera omis.

Sous réserve de ces observations, il y a lieu d'écrire dans le texte néerlandais "opgenomen" au lieu de "hernomen".

Article 14 (devenant l'article 16).

Il sera tenu compte de l'observation qui a été faite à propos de l'article 2, § 1er, alinéa 3.

Article 16 (devenant l'article 13).

On écrira :

"Art. 13. Pour les militaires au sens de la présente loi, la loi du 19 décembre 1980 relative aux droits pécuniaires des militaires, modifiée par la loi du 21 décembre 1990, est abrogée".

*

* *

L’avant-projet doit être complété par la mention :

"Donné à ...

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,".

Observations finales.

1. Sauf pour l’article 1er, les dispositions de l’avant-projet doivent être numérotées "Art. 2", "Art. 3.", etc., et non "Article 2.", "Article 3.", etc.

2. Les subdivisions d’une phrase doivent se faire par 1°, 2°, 3°, etc. ceux-ci étant eux-mêmes subdivisés en a), b), c), etc.

3. Les tirets doivent être remplacés par 1°, 2°, etc.

4. Les pourcentages doivent s’écrire en toutes lettres.

5. Les positions et sous-positions des militaires doivent être mises entre guillemets dans tout le texte de l'avant-projet.

6. Lorsqu'il est fait référence à un article de l'avant-projet on omettra les mots "de la présente loi".

7. Dans l'ensemble du texte, il faut remplacer les mots "sur base de" par "sur la base de". On écrira aussi, non pas "suite à", mais "à la suite de".

8. Le texte néerlandais de certains articles est susceptible d'amélioration, dans ce sens qu'ils contiendront bon nombre de gallicismes. A titre d'exemple, certaines proposition sont faites dans le présent avis.

Hoofdstuk I.

Het opschrift van het hoofdstuk zou beter als volgt luiden :

"Hoofdstuk I. - De begunstigden".

Artikel 1.

1. Het is verkieslijk de in artikel 13 van het voorontwerp genoemde dienstplichtigen te rekenen tot het personeel waarop de wet van toepassing zal zijn en in artikel 1 een tweede lid in te voegen, luidende :

"Zij is tevens van toepassing op de dienstplichtigen".

2. In het tweede lid, dat het derde lid wordt, van de ontworpen tekst schrijve men bijgevolg :

"Voor de toepassing van deze wet worden die leden van het militaire personeel en de dienstplichtigen "de militairen" genoemd".

3. Voorts schrijve men in de bepaling onder 3° : "... die dienen op grond van ...".

Hoofdstuk II.

Men schrijve "Het recht op wedde" in plaats van "Over het recht op de wedde".

Artikel 2.

Paragraaf 1.

1. In het tweede lid zou de inleidende volzin beter als volgt worden geredigeerd :

"De Koning stelt de weddeschalen vast binnen de hierna bepaalde grenzen :".

2. Wat het derde lid betreft heeft de Raad van State in zijn advies L. 12.721/2, dat hij op 8 december 1976 uitgebracht heeft over een ontwerp van wet "betreffende de geldelijke rechten van de militairen" (1) de volgende opmerking gemaakt :

> "... ter voldoening echter aan artikel 118 van de Grondwet behoort de wetgever zelf, voor wie dat artikel die aangelegenheid heeft gereserveerd, de hand te hebben in het bepalen van de rechten der militairen terzake van hun wedde",

althans wat de grondregels betreft,

---

(1) Gedr. St. Kamer, 1977-1978, nr. 180/1.

> "Als grondregelen die in de wet betreffende de geldelijke rechten van de militairen moeten voorkomen, dienen onder meer te worden beschouwd : de regelen die de werkingssfeer van de wet afbakenen; die welke, naar gelang van de statutaire stand of de toestand van de militair, bepalen of en zo ja in welke mate hij recht heeft op zijn wedde; de algemene regelen die bepalen hoe de wedde is samengesteld en die welke bepalen onder welke voorwaarden (en in welke mate) de anciënniteits-bijslag wordt toegekend; de regelen die een gewaar-borgde minimumwedde voorschrijven, enz. ...".

De ontworpen bepaling beantwoordt niet aan die beginselen, althans in zoverre zij de Koning zonder enige beperking de bevoegdheid opdraagt om de gewaarborgde bezoldiging en de voorwaarden voor toekenning ervan vast te stellen.

Onder voorbehoud van deze opmerking zou de laatste zinsnede van deze paragraaf beter als volgt worden gesteld :

"... alsmede de voorwaarden waaronder en de wijze waarop zij wordt toegekend".

Paragraaf 2.

1. De intersectorale programmaties zijn politieke akkoorden die behoren te worden omgezet in juridische teksten. In het eerste lid schrijve men dus :

"§ 2. De Koning past de in paragraaf 1 bepaalde bedragen aan overeenkomstig de intersectorale programmaties die van toepassing zijn op geheel het Openbaar Ambt".

2. Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te redigeren :

"Ondertussen kan de Koning overeenkomstig de sociale programmaties die van toepassing zijn op de militairen de weddeschalen aanpassen binnen de perken van de in het eerste lid vermelde bedragen".

Artikel 3.

Paragraaf 1.

1. Het is eenvoudiger te schrijven :

"§ 1. De militair heeft recht op zijn wedde wanneer hij in werkelijke dienst is".

2. Er wordt voorgesteld in paragraaf 1 de bepaling van paragraaf 7 op te nemen, in de vorm van een tweede lid, luidende :

"De gewezen militair die een anciënniteitspensioen geniet heeft, wanneer hij de werkelijke dienst hervat, recht op een toelage ... (voorts zoals in paragraaf 7)".

Paragraaf 2.

1. Na het eerste streepje, dat 1° wordt, schrijve men :

"1° behoudt het recht op zijn totale wedde wanneer de aandoening die aan de basis lag van de tijdelijke ambtsontheffing is opgelopen naar aanleiding van de dienst;".

De bepaling na het tweede streepje, dat 2° wordt, behoort op een soortgelijke wijze te worden geredigeerd.

Paragraaf 3.

Men schrijve "als gevolg van" in plaats van "ingevolge".

Paragraaf 4.

1. De nummers 1°, 2° en 3°, die voor de verschillende leden van die paragraaf staan, moeten worden geschrapt.

2. In het eerste lid, in fine, schrijve men : "... gedurende die vrijheidsberoving".

Bovendien vervange men de woorden "vrijheidsberovende straf" door het woord "vrijheidsstraf".

3. De bepaling onder 3°, die het derde lid wordt, is zo slecht gesteld dat zij er in talrijke opzichten onverstaanbaar door wordt.

Bovendien worden in de tekst niet alle gevallen vermeld die zich kunnen voordoen inzake voorlopige hechtenis en opschorting van uitspraak.

De bepaling moet volledig worden herschreven.

Paragraaf 5.

1. De ontworpen tekst bepaalt dat de betrokkenen "ter bewaring" een bepaald percentage van hun wedde ontvangen in de bedoelde gevallen. In het tweede lid wordt evenwel bepaald dat de aldus gestorte wedde niet "terugvorderbaar" is.

De gebruikte bewoordingen maken de tekst dubbelzinnig daar, als de wedde "ter bewaring" wordt ontvangen, zij uiteraard kan worden teruggevorderd.

Voor zover de bedoeling van de steller van het voorontwerp aldus juist wordt weergegeven zou het beter zijn te schrijven :

"§ 5. Onder voorbehoud van latere definitieve vereffening van zijn rechten ontvangt de militair tot bewaring van recht :

1° 75 percent van de wedde als hij ...;

2° 50 percent van de wedde als hij in voorlopige hechtenis zit;

3° 75 percent van de wedde als hij ... leger".

2. Van de tweede zin van de bepaling onder 3° dient een afzonderlijk lid te worden gemaakt, luidende :

"In het geval bedoeld in het eerste lid, 3°, wordt de wedde gestort aan de niet van tafel en bed gescheiden echtgenoot of, bij ontstentenis, aan de familieleden ten laste van de militair".

3. In het tweede lid, dat het derde lid wordt, schrijve men :

"De op grond van het eerste en tweede lid berekende bedragen kunnen niet worden teruggevorderd".

Paragraaf 6.

Deze paragraaf dient als overbodig te vervallen.

Artikel 4.

Paragraaf 1.

Er wordt voorgesteld te schrijven :

"Art. 4. De wedde van de militair in opleiding aan een school en die dient op grond van een dienstneming of wederdienstneming, wordt verminderd met een bedrag dat wordt vastgesteld op basis van een door de Koning bepaalde coëfficiënt. Deze coëfficiënt mag niet hoger zijn dan 0,5".

Paragraaf 2.

In de inleidende volzin schrijve men "in opleiding" in plaats van "in vorming". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

In a), dat 1° wordt, schrijve men "het behalen" in plaats van "het bekomen" alsook "onverschillig welke" in plaats van "eender welke".

In b), dat 2° wordt, schrijve men aan het slot : "... van het niveau van secundair onderwijs".

Artikel 5.

Paragrafen 1 en 2.

1. Deze paragrafen zouden moeten worden samengebracht en als volgt worden geredigeerd :

"Art. 5. § 1. De militair die krijgsgevangene of oorlogsgeïnterneerde is, of die gevangene of geïnterneerde is gedurende een opdracht uitgevoerd in de deelstand "operationele inzet" of "hulpverlening", behoudt het recht op de totale wedde.

De Koning kan echter, bij een besluit vastgesteld op de voordracht van de Minister van Landsverdediging, de wedde verminderen of inhouden voor de hele periode van gevangenschap of internering of voor een gedeelte ervan, wanneer de feiten die de aanleiding zijn geweest van zijn gevangenneming, of het gedrag van de betrokkene gedurende de gevangenschap of de internering onverenigbaar zijn met zijn militaire staat".

2. De bepaling van paragraaf 2, die het tweede lid wordt, vermeldt de gevallen waarin de sanctie van toepassing is, zonder te bepalen dat de betrokkene op de hoogte wordt gebracht van de met redenen omklede voordracht van de minister en over de mogelijkheid beschikt om zijn middelen van verweer te doen gelden voordat het koninklijk besluit uitgevaardigd wordt.

De tekst dient te worden aangepast om rekening te houden met deze opmerking.

Paragraaf 3.

Deze paragraaf, die paragraaf 2 wordt, moet worden gesteld naar het model dat is voorgesteld voor artikel 3, § 5, eerste lid, 3°), dat het tweede lid wordt.

Hoofdstuk III.

Men schrijve "De toelagen en vergoedingen" in plaats van "Over de toelagen en de vergoedingen".

Artikel 6.

De ontworpen bepaling machtigt de Koning om "het stelsel der toelagen en vergoedingen toepasselijk op de militair in aktieve dienst in periode van oorlog" vast te stellen.

De ontworpen tekst laat in het ongewisse wanneer de Koning van een dergelijke machtiging gebruik kan maken :

1. indien Hij er in oorlogstijd gebruik van maakt, welke periode verschilt van de "periode van oorlog", lijkt de machtiging aanvaardbaar;

2. indien Hij er in vredestijd gebruik van maakt, zelfs in een "periode van oorlog", is zij het niet om de redenen die zijn uiteengezet naar aanleiding van artikel 2, § 1, derde lid.

Artikel 7.

1. Er wordt voorgesteld de bepaling als volgt te redigeren :

"Art. 7. Naast de wedde ontvangt de militair in werkelijke dienst in een periode van vrede, in de deelstanden "intensieve dienst", "hulpverlening" en "operationele inzet" een toelage waarvan het bedrag per dag overeenstemt met het bedrag per dag van de wedde.

Wanneer hij zich in de deelstand "hulpverlening" bevindt, in zoverre dit buiten het nationale grondgebied is, of in de deelstand "operationele inzet", ontvangt de militair in werkelijke dienst bovendien een dagelijkse forfaitaire vergoeding waarvan het bedrag door de Koning wordt vastgesteld. Indien hij zich in de deelstand "operationele inzet" bevindt, wordt dit bedrag vermenigvuldigd met een coëfficiënt die door de Koning wordt vastgesteld afhankelijk van de aanwendingsvormen die zijn vastgesteld met toepassing van artikel 3 van de wet van ... betreffende de aanwending van de krijgsmacht de paraatstelling, alsook betreffende de periodes en de standen waarin de militair zich kan bevinden (1), waarbij deze coëfficiënt niet hoger mag zijn dan 7".

2. In de voorgestelde tekst is het woord "niet-belastbare", dat de steller van het ontwerp gebruikt, weggelaten.

---

(1) Zie het opschrift dat is voorgesteld in advies L. 22.854/9, gegeven op 8 november 1993.

De bewuste fiscale vrijstelling moet immers in het Wetboek van de inkomstenbelastingen worden voorgeschreven, op initiatief van de Minister van Financiën.

Artikel 8.

In zoverre paragraaf 1, tweede lid, alsook de paragrafen 2 en 3, een ruime bevoegdheid opdragen aan de Koning, dient hierbij dezelfde opmerking te worden gemaakt als die welke is gemaakt bij artikel 2, § 1, derde lid.

In paragraaf 1, eerste lid, dienen de woorden "een vakantiegeld" vervangen te worden door het woord "vakantiegeld" en de woorden "tegen de bedragen" door de woorden "tegen de tarieven". Deze laatste opmerking geldt ook voor paragraaf 1, tweede lid.

In paragraaf 2, tweede lid, schrijve men : "... gedragen kosten waarop artikel 7 geen toepassing vindt, alsook "bekwaamheidsbewijzen" in plaats van "kwalificaties".

In paragraaf 3, eerste lid, dient het woord "de bedragen" vervangen te worden door het woord "de tarieven".

Artikel 9.

Men schrijve : "in de artikelen 6, 7 en 8" in plaats van "in artikelen 6, 7 en 8".

Artikel 10.

Er wordt eveneens verwezen naar de opmerking gemaakt bij artikel 2, § 1, derde lid.

Hoofdstuk IV.

Het zou beter zijn als opschrift te schrijven : "De betaling".

Artikel 11.

Krachtens andere bepalingen van het voorontwerp kunnen de betalingen in sommige gevallen niet ten behoeve van de militair, maar ten behoeve van zijn niet van tafel en bed gescheiden echtgenoot worden vereffend of van zijn

familieleden die te zijnen laste zijn. Het is derhalve verkieslijk te schrijven :

"Art. 11. De betalingen op grond van deze wet of van de besluiten die zijn uitgevaardigd met het oog op de uitvoering ervan worden verricht door bemiddeling van het Bestuur der Postchecks op een rekening geopend op naam van de militair of van de begunstigden.

De Minister van Landsverdediging kan toestaan dat sommige betalingen onderhands geschieden".

Hoofdstukken VI en VII.

De volgorde van de hoofdstukken VI en VII dient te worden omgekeerd en de nummering van de artikelen dient overeenkomstig te worden aangepast.

Artikel 12 (dat artikel 15 wordt).

1. Het zou beter zijn paragraaf 1, die het eerste lid wordt, als volgt te redigeren :

"Voor de vrijwilligers die reeds in dienst zijn bij de inwerkingtreding van artikel 2, § 1, van deze wet, organiseert de Minister van Landsverdediging een examen tot overgang naar niveau 3".

2. Wat paragraaf 2 betreft, die het tweede lid wordt, zij verwezen naar de opmerkingen die zijn gemaakt bij artikel 2, § 1, tweede en derde lid.

Voorts schrijve men "die niet geslaagd zijn voor het examen tot overgang naar niveau 3 binnen ...".

3. In paragraaf 4, die het vierde lid wordt, schrijve men in de Franse tekst, om deze met de Nederlandse tekst in overeenstemming te brengen : "... des prestations volontaires. Ils bénéficient des ...".

Artikel 13.

Er zij verwezen naar de opmerkingen die zijn gemaakt bij artikel 1.

Indien deze opmerkingen worden aangenomen, vervalt artikel 13.

Onder voorbehoud van deze opmerkingen schrijve men "opgenomen" in plaats van "hernomen".

Artikel 14 (dat artikel 16 wordt).

Er moet rekening worden gehouden met de opmerking die is gemaakt bij artikel 2, § 1, derde lid.

Artikel 16 (dat artikel 13 wordt).

Men schrijve :

"Art. 13. Voor de militairen in de zin van deze wet wordt de wet van 19 december 1980 betreffende de geldelijke rechten van de militairen, gewijzigd bij de wet van 21 december 1990, opgeheven".

*

* *

Het voorontwerp moet worden aangevuld met de volgende vermelding :

"Gegeven te ...

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,".

Slotopmerkingen.

1. Behalve bij artikel 1 moeten de bepalingen van het voorontwerp worden genummerd met "Art. 2.", "Art. 3.", enz., en niet met "Artikel 2.", "Artikel 3.", enz.

2. Een zin moet worden ingedeeld in 1°, 2°, 3°, enz., welke nummers zelf verder onderverdeeld worden in a), b), c), enz.

3. De streepjes moeten worden vervangen door 1°, 2°, enz.

4. De percentages moeten voluit worden geschreven.

5. De standen en deelstanden van de militairen moeten in de hele tekst van het voorontwerp tussen aanhalingstekens worden geschreven.

6. Wanneer verwezen wordt naar een artikel van het voorontwerp dienen de woorden "van deze wet" te vervallen.

7. In de hele Franse tekst dienen de woorden "sur base de" vervangen te worden door "sur la base de". Bovendien schrijve men niet "suite à", maar "à la suite de".

8. De Nederlandse tekst van verscheidene artikelen is voor verbetering vatbaar, in die zin dat zij menig gallicisme bevatten. Bij wijze van voorbeeld zijn in dit advies een aantal tekstvoorstellen gedaan.

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J. MESSINNE, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. PROOST, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.